

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 12/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EXETER III France 2**

37 avenue Pierre 1er de Serbie  
75008 PARIS

Code AIOT : 0006702874

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement EXETER III France 2 implanté 31 rue de Bayonne - 67000 STRASBOURG. L'inspection a été annoncée le 09/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles pour l'année 2026.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EXETER III France 2
- 31 rue de Bayonne - 67000 STRASBOURG
- Code AIOT : 0006702874
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SCI EXETER III exploite à Strasbourg, en zone industrielle, à l'amont du périmètre de protection rapprochée du champ captant du polygone, une plateforme logistique de stockage de produits combustibles et polymères autorisée le 23/04/2012.

Les installations contrôlées concernées la cellule n°4.1. (société GONDRAND)

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Risque incendie

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Résistance au feu - façade nord-ouest	AP Complémentaire du 27/06/2024, article 8.5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
6	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 23/04/2012, article 9.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exercice de défense incendie	AP de Mise en Demeure du 18/10/2019, article 1	Sans objet
2	Plan d'opération interne (POI)	AP de Mise en Demeure du 18/10/2019, article 1	Sans objet
3	Equipe d'intervention	Arrêté Préfectoral du 23/04/2012, article 7.6.4	Sans objet
5	Surveillance des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a révélé les non-conformités suivantes :

- l'absence de justification de la nature de la résistance au feu de la façade nord-ouest des cellules n°3, 3.1, 4 et 4.1 ;
  - l'absence de justification du respect de la fréquence d'analyse des eaux superficielles.
- Ces points ont fait l'objet de demandes de justificatif à l'exploitant.

Par ailleurs, l'arrêté de mise en demeure du 18/10/2019 peut être levé.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Exercice de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/10/2019, article 1
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis à l'inspection, le compte-rendu de l'exercice incendie réalisé dans le cadre

<p>du plan d'opération interne (POI) le 17/02/2022. Ce compte-rendu identifie en particulier les faiblesses et les points forts de l'organisation de la réponse incendie sur le site.</p> <p>L'inspection note, en effet, qu'il subsiste des marges de progression, notamment en ce qui concerne l'alerte aux pompiers et aux responsables ainsi que la mise en sécurité de la chaufferie et la vérification de la fermeture de la vanne de barrage.</p> <p>Il est à noter que la société GONDRAND, présente en 2022, a quitté les cellules début 2023 et a réintégré les locaux fin 2025. Ainsi, le dernier exercice incendie date de 2022.</p> <p>Une mise à jour du POI ainsi qu'un exercice incendie (incluant l'exercice d'évacuation) sont programmés pour l'année 2026. Le bon de commande correspondant du 26/03/2026 a été communiqué à l'inspection.</p> <p>L'arrêté de mise en demeure du 18/10/2019 peut être levé sur ce point.</p>
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite

## N° 2 : Plan d'opération interne (POI)

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/10/2019, article 1
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (POI) [...].</p> <p>L'exploitant doit élaborer et mettre en oeuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'amélioration des dispositions du POI, incluant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations [...];</li> <li>- La mise à jour systématique du POI en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées [...].</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le POI mis à jour en date du 21/02/2022 suite à l'exercice POI du 17/02/2022. Ce document n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p> <p>L'arrêté de mise en demeure du 18/10/2019 peut être levé sur ce point.</p>
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite

## N° 3 : Equipe d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/04/2012, article 7.6.4
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiées sur le site et au maniement des moyens d'intervention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement dispose de 11 agents formés à la manipulation d'extincteurs et aux robinets</p>

d'incendie armés (RIA). Les attestations de formation du 11/03/2022 ont été présentées à l'inspection.
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite

#### N° 4 : Résistance au feu - façade nord-ouest

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/06/2024, article 8.5
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]. Les parois de la façade nord-ouest des cellules 3, 3.1, 4 et 4.1 du site présentent une résistance au feu de degré EI 120. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les éléments justificatifs de cette résistance.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis à l'inspection un dossier des ouvrages exécutés (DOE) du 27/11/2024 relatif au flocage thermique de murs coupe-feu. Ce document ne permet pas d'identifier les murs coupe-feu concernés par le degré EI 120 mentionné. La nature de la résistance au feu de la façade nord-ouest des cellules 3, 3.1, 4 et 4.1 n'est ainsi pas justifiée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suite :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délai :</b> 15 jours

#### N° 5 : Surveillance des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.4
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Eaux superficielles
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. [...]
Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;</li> <li>- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;</li> <li>- l'effluent ne dégage aucune odeur ;</li> <li>- teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ;</li> <li>- teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ;</li> <li>- teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ;</li> <li>- teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l.</li> </ul>

<b>Constats :</b>  D'après les résultats d'analyse des eaux pluviales du 29/08/2025 : - l'ensemble des paramètres est analysé ; - les valeurs-limites sont respectées.
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite

**N° 6 : Autosurveillance des rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/04/2012, article 9.2.1
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Eaux superficielles
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant réalise, sur des échantillons représentatifs, les analyses des paramètres suivants aux fréquences indiquées : - avant rejet au bassin Weirich : hydrocarbures totaux, MEST (annuelle) ; - 2 points avant rejet au réseau pluvial collectif : hydrocarbures totaux, MEST (annuelle).
<b>Constats :</b>  D'après les résultats d'analyse des eaux superficielles du 29/08/2025, l'ensemble des paramètres est analysé aux points de rejets dédiés. L'exploitant n'ayant transmis qu'un seul rapport d'analyse, n'a ainsi pas pu justifier du respect de la fréquence annuelle de prélèvement. Il est attendu de la part de l'exploitant qu'il transmette les résultats d'analyse des eaux superficielles de l'année 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suite :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délai :</b> 7 jours